

À PROPOS

Gratuité en péril

L'Etat aux finances exsangues incite de plus en plus les collectivités locales à faire entrer les sociétés privées pour le financement, la réalisation et l'exploitation de nouvelles infrastructures. Les partenariats public-privé (PPP) sont tendance ; la crise financière pourrait encore accroître le phénomène. C'est le choix avancé par les agglos de Nîmes et Alès pour la rocade ouest (lire *Midi Libre* d'hier), entre la nationale 106 et l'autoroute A9. Le conseil général réfute idéologiquement ce choix-là : pas question d'installer un péage ! Mais doit bien à son tour s'interroger sur le financement futur de "sa" rocade, celle du nord, dont elle a la maîtrise d'ouvrage. Au point d'appeler à l'aide l'agglomération conspuée... La gratuité, un chef-d'œuvre en péril ?

RÉACTIONS

Deux associations de protection de la garrigue disent leur crainte d'une rocade payante.

François Py (Cirènes) :
« L'absence de concertation entre Agglos et conseil



général est inquiétante. La gratuité sur le réseau routier doit être privilégiée. Qu'est-ce

que c'est cette histoire de concession au privé ? La rocade ouest me paraît cependant moins inutile que la rocade nord mais qui, du coup, comme elle serait gratuite, pourrait prendre plus de charge en véhicules. Cette différence entre les deux rocades de contournement de Nîmes pourrait poser un problème d'équité pour les usagers. Cela pourrait peut-être être contesté devant la justice. »

Hélène Granon (Sauve Garrigues) : « La rocade ouest me paraît plus utile. Mais si elle est payante, bon nombre de gens préféreront passer par la rocade nord, gratuite. Déjà que nous redoutons l'impact écologique de la rocade nord... Je trouve tout cela effrayant ! »

Contournement « Un péage sur la rocade, c'est une connerie ! »

ENTRETIEN

→ **Jean Denat, vice-président du conseil général, en charge des infrastructures et du déplacement**

Comment réagissez-vous au projet des Agglos de Nîmes et Alès de concéder au privé la réalisation et l'exploitation de la rocade ouest, via un partenariat public privé (PPP), qui induirait un péage pour les usagers ?

Faire payer une route, à l'entrée d'une ville, avec les problèmes de pouvoir d'achat des Français, c'est une erreur, une connerie. Mais c'est un choix, un choix ultralibéral qui correspond à la philosophie politique de l'équipe Fournier.

Il y a un manque de concertation entre le conseil général et les agglos ?

Ce que je regrette, c'est qu'à Nîmes on n'a pas la même qualité de partenariat qu'avec Alès où nous partageons une vision globale du devenir des infrastructures. Nous avons participé à la réalisation de la rocade nord d'Alès, on va lancer la déviation de Saint-Christol et on songe au grand contournement d'Alès... Il est surprenant de voir Nîmes remplacer l'Etat dans la mise en œuvre du contournement ouest alors que la même ville a refusé de prendre la suite de l'Etat sur l'aménagement du



Jean Denat, hier, dans son bureau du conseil général. Photo S. BARBIER

périphérique sud, qui, du fait de la décentralisation, revient d'office au Département. Car c'est nous qui réalisons actuellement les travaux du rond-point du Colisée. Sur ce même axe nous aurons à engager 20 millions d'euros, pour son entrée est... Nous devons rencontrer la ville de Nîmes, le conseil général ne peut plus assurer seul le financement de la déviation nord (lire ci-dessous).

Et si vous songiez, à votre tour, pour votre rocade nord, à une concession au privé ?

Nous, on y est hostile. C'est une connerie ! Faire un

contournement payant, c'est contre productif par rapport à l'objectif recherché : dévier du centre de Nîmes les véhicules. Sinon, cette ville sera

« C'est contre productif. Nîmes sera engorgée, polluée... Je pousse un cri d'alarme ! »

confrontée à de graves problèmes de pollution, d'engorgement, de sécurité. Je pousse un cri d'alarme ! A Nîmes, les bonnes décisions n'ont pas

été prises à temps, comme cela a été le cas à Montpellier.

Si l'on se met dans la peau d'un automobiliste à l'entrée nord de Nîmes dans une dizaine d'années. Pour contourner la ville, il aura deux possibilités : l'une payante, l'autre pas. Est-ce ubuesque ?

Cela ne peut pas fonctionner. Ce n'est pas conforme au plan de déplacement urbain (PDU, adopté par Nîmes métropole en 2006, NDLR). Ce n'est pas possible.

Jean-Paul Fournier explique qu'il fait le choix de reprendre la maîtrise d'ouvrage à l'Etat pour accélérer la réalisation de la rocade ouest, l'avoir dans dix ans. Vous ne recevez pas cet argument ?

J'aurais aimé que Fournier soit plus véhément auprès de l'Etat pour que ce dernier respecte son engagement de réaliser le contournement ouest, qu'il avait pris en 2004. Nous, au conseil général, on aurait alors accompagné le financement. J'avais demandé à Fournier une réunion de réflexion sur l'ensemble du problème des infrastructures routières et ferroviaires. Elle n'a pas eu lieu. A présent, je vais la provoquer. ●

Recueilli par Richard BOUDES

► Dans un communiqué, suite à notre article d'hier, Nîmes métropole affirme que le conseil général (invité à des réunions ou via des suivis de courriers) ne peut affirmer ne pas avoir été informé « de la possibilité d'avoir recours à un montage PPP ».

La déviation nord : « On veut que l'Agglo paye »

On l'a bien compris, le montage financier public-privé présenté par l'Agglo pour financer la rocade ouest n'est vraiment pas du goût de Jean Denat. Mais ce dernier n'en

perd pas, pour autant... le nord. Car il entend bien que la communauté d'agglomération de Nîmes métropole mette la main à la poche quand il s'agira de financer le contournement nord de la ville, dont le maître d'ouvrage n'est autre que le conseil général.

« Il n'est nullement gravé dans le marbre que le Département doit payer tout seul le contournement nord, martèle M. Denat. Le conseil général a dû récupérer le périphérique sud de Nîmes (lire ci-dessous). Alors, pour le

contournement nord, on fera appel aux financements de la Région et de l'Agglo de Nîmes. » Ce déjà vieux projet (entre RN 106 et RN 86, via le camp des Garrigues) est suivi par Jean Denat depuis 2001. Un projet qui a connu moult complications, notamment lorsque durant deux ans, l'armée a rompu les négociations, avant qu'un nouveau projet de tracé, aux bordures du camp, ne soit plus conforme aux vœux de la grande muette. Le projet a pris du retard. Actuellement, des étu-

des d'impact (paysager, hydraulique, géotechnique, acoustique, etc.) sont toujours en cours. Sous un an, l'enquête publique devrait toutefois être lancée. « Les premiers coups de pioche en 2011-2012, pour trois ans de travaux », avance M. Denat. Dans les mois qui viennent, des concertations seront engagées avec les villes de Marguerites et... Nîmes. Au nord, va y avoir encore du sport. On le sent bien comme ça. ●

R. B.